**COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
EN DATE DU 15 JANVIER 2018**

Etaient présents : Didier VALLVERDU - François SORET - Nathalie CASTELEIN - Rachel RIZZON - Patrick MONNIER - Christiane BOSSEZ - Francette CUENAT - Claude DALLONS - Christiane DONZÉ - Éric DUCROZ - Nicolas GUERITAINE - Michèle MAILLARD - Christine STEULLET.

Absents excusés : Patrick MIESCH - Rui-Paulo SEBASTIEN.

**DÉLIBÉRATION N° 01/18 : DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE
SÉANCE ET APPROBATION DE LA SÉANCE PRÉCÉDENTE**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Désigne** Michèle MAILLARD comme secrétaire de séance.
- **Approuve** le procès-verbal de la séance du 04 Décembre 2017.

**DÉLIBÉRATION N° 02/18 : DÉCISION MODIFICATIVE N° 04 AU
BUDGET PRIMITIF 2017**

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de voter la Décision Modificative N° 04 au Budget Primitif 2017, comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

RECETTES	- 45 680 €
73211 – Attribution de compensation	- 45 680 €
DÉPENSES	- 45 680 €
6553 – Service incendie	- 62 450 €
739211 – Prélèvement pour reversement de fiscalité	+ 16 770 €

**DÉLIBÉRATION N° 03/18 : AUTORISATION BUDGÉTAIRE SPÉCIALE
POUR LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT À ENGAGER AVANT LE
VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2018**

M. le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L 1612-1

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

**Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2017 : 287 250 €
(Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts » et hors opérations patrimoniales)**

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 8 845 €.

Les dépenses d'investissement figurent dans le tableau joint en annexe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise les dépenses d'investissement à hauteur de 8 845€, conformément au tableau joint en annexe.

DÉLIBÉRATION N° 04/18 : EMPRUNT BANQUE POPULAIRE N° 07052165 - RENÉGOCIATION

Monsieur le Maire souligne les difficultés financières liées au fort taux d'endettement de la commune. Il explique avoir sollicité les organismes prêteurs afin d'obtenir de meilleures conditions sur les prêts réalisés par les municipalités précédentes.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2337-3,

Considérant que c'est à l'assemblée municipale qu'il revient de prendre la décision en matière d'emprunt, à moins qu'elle ne soit déléguée au maire,

L'emprunt n° 07052165, d'un montant de 250 000 € souscrit le 26/10/2004 pour une durée de 240 mois, à un taux de 4.1 %, avec une annuité de 18 378.20 €.

La proposition de renégociation faite par la Banque Populaire aux conditions suivantes :

- Montant restant à rembourser : 107 887.56 €
- Taux : 1.49 %
- Durée : 81 mois
- Périodicité trimestrielle
- Date de dernière échéance : 18/07/2024
- Frais : 200 €
- Annuité de 2018 à 2022 : 7 408.88 €
- Annuité de 2023 à 2024 : 40 362.00€

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité:

- Accepte la proposition de renégociation faite par la Banque Populaire ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant au contrat de prêt ainsi que tout document ayant trait à ce dossier.

DÉLIBÉRATION N° 05/18 : EMPRUNT BANQUE POPULAIRE N° 086772969 - RENÉGOCIATION

Monsieur le Maire souligne les difficultés financières liées au fort taux d'endettement de la commune. Il explique avoir sollicité les organismes prêteurs afin d'obtenir de meilleures conditions sur les prêts réalisés par les municipalités précédentes.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2337-3,

Considérant que c'est à l'assemblée municipale qu'il revient de prendre la décision en matière d'emprunt, à moins qu'elle ne soit déléguée au maire,

L'emprunt n° 086772969, d'un montant de 450 000 € souscrit le 07/03/2014 pour une durée de 240 mois, à un taux de 3.9 %, avec une annuité de 32 819.25 €.

La proposition de renégociation faite par la Banque Populaire aux conditions suivantes :

- Montant restant à rembourser : 385 256.19 €
- Taux : 2.25 %
- Durée : 192 mois
- Périodicité annuelle
- Date de dernière échéance : 18/01/2033
- Frais : 200 €
- Annuité de 2018 à 2021 : 18 337.02 €
- Annuité de 2022 à 2033 : 33 150.60 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité:

- Accepte la proposition de renégociation faite par la Banque Populaire ;
 - Autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant au contrat de prêt ainsi que tout document ayant trait à ce dossier.
-

DÉLIBÉRATION N° 06/18 : ASSIETTE, DÉVOLUTION ET DESTINATION DES COUPES DE L'EXERCICE 2017-2018

Vu le Code forestier et en particulier les articles L1, L141-1, L143-1, L143-2, L144-1 à L144-4 et L145-1 à L145-4.

Exposé des motifs :

Le Maire rappelle au Conseil municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de Rougemont le château, d'une surface de 290.17 ha étant *susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution*, elle relève du Régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;
- la mise en œuvre du Régime forestier implique pour la commune, des responsabilités et des obligations notamment la préservation du patrimoine forestier et l'application de l'aménagement qui est un document s'imposant à tous.

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur l'assiette des coupes **2017-2018** puis sur la dévolution et la destination des produits issus des coupes de bois réglées, des coupes non réglées des parcelles B_a2, 5_ii, 19_a2, C_r, D_r, G_r, 15_r, 16_r, 17_r, 18_r, 20_r et des chablis.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes proposé par l'ONF pour la campagne **2017-2018**;

1. Assiette des coupes pour l'exercice 2017-2018

Conformément au programme des coupes de l'aménagement forestier, l'agent patrimonial de l'ONF propose pour la campagne **2017-2018**, l'état d'assiette des coupes **annexé à la présente délibération**.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

Approuve l'état d'assiette des coupes **2017-2018** dans sa totalité.

- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

2. Dévolution et destination des coupes et des produits de coupes

2.1 Vente aux adjudications générales :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide de vendre aux adjudications générales les coupes et les produits de coupes des parcelles comme suit :

- à l'affouage ;

Mode de mise à disposition	Sur pied	Bord de route
Parcelles	B_a2	

- Autorise le Maire à signer tout autre document afférent.

Une délibération spécifique à l'affouage arrêtera sont règlement, le rôle de l'affouage, le montant de la taxe et les délais d'exploitation set de vidange, et désigne les trois garants suivants :

- VALLVERDU Didier
- SORET François
- CUENAT Romain

3. Rémunération de l'ONF pour les prestations contractuelles concernant les bois façonnés

Pour les coupes à vendre façonnées en bloc ou à la mesure, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- demande à l'ONF d'assurer une prestation d'assistance technique à donneur d'ordre ;
- autorise le maire à signer le devis et les contrats que lui présentera l'ONF pour l'exécution de cette prestation.

DÉLIBÉRATION N° 07/18 : PROGRAMME D' ACTIONS 2018 – FORET COMMUNALE

Le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le programme d'actions proposé par l'Office National des Forêts pour la forêt communale (PRC-18-842534-00212166) joint en annexe.

Il soumet ce dossier à l'avis du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (12 voix pour – 1 abstention),

- Approuve le programme d'actions PRC-18-842534-00212166 proposé par l'ONF pour la forêt communale, à l'exception des travaux d'infrastructure.
- Décide de confier à l'ONF les travaux de maintenance suivants :

○ Intervention en futaie irrégulière 5 796.00 € H.T.
Localisation : 27.ii

- Précise que les travaux de maintenance concernant l'entretien du parcellaire ou périmètre – Localisation : parcelles 6-13-23-B seront réalisés par l'association de chasse.
 - Précise que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Primitif 2017.
-

DÉLIBÉRATION N° 08/18 : PROGRAMME D' ACTIONS 2018 – CHEMIN SAINTE CATHERINE

Le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le programme d'actions proposé par l'Office National des Forêts pour le Chemin de Sainte Catherine (PRC-18-842534-00212167) joint en annexe.

Il précise que le montant des travaux est évalué à 1090 € H.T. soit 1308 € T.T.C. Le montant de la maîtrise d'œuvre réalisée par l'O.N.F. s'élève quant à lui à 297 € H.T. soit 356.40 € T.T.C.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (12 voix pour – 1 abstention),

- Approuve le programme d'actions PRC-18-842534-00212167 proposé par l'ONF pour le chemin de Sainte Catherine, à l'exception des travaux d'infrastructures concernant le réseau de desserte, entretien des bords de voirie à l'épareuse ;
- Précise que les travaux divers d'entretien des infrastructures seront réalisés par l'association de chasse ;
- Décide de ne pas recourir à l'ONF pour la maîtrise d'œuvre.

DÉLIBÉRATION N° 09/18 : ADHESION AU SERVICE « GARDES NATURE » DU GRAND BELFORT

Monsieur le Maire explique que la convention triennale d'adhésion au service Garde Nature du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale est arrivée à expiration le 31 décembre 2017.

Le Centre de Gestion ne renouvellera pas cette convention pour des raisons financières d'une part et en raison de la création d'un service équivalent au sein du Grand Belfort, d'autre part.

Les communes qui bénéficiaient jusqu'alors d'une prestation Gardes Nature par le Centre de Gestion peuvent continuer d'en bénéficier par convention aux conditions tarifaires et matérielles de Grand Belfort.

Le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de convention joint en annexe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (12 voix pour – 1 abstention),

- Approuve l'adhésion de la commune de Rougemont-le-Château au service de Gardes Nature du Grand Belfort à compter du 1^{er} Janvier 2018 ;
- Approuve les termes de la convention jointe en annexe ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention.

DÉLIBÉRATION N° 10/18 : RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, SUJÉTIONS, EXPERTISE ET ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P) – Filière Technique

Le Conseil Municipal,
Sur rapport de Monsieur le Maire

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88 et 136,
- la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat,
- l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat,
- Vu la délibération n° 56/2016 du 28 novembre 2016 portant instauration du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, expertises et engagement professionnel dans la filière administrative
- Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application au corps des adjoints techniques des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat.
- Vu l'avis du Comité Technique en date du 15 décembre 2017, relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions, sujétions, expertise et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du R.I.F.S.E.E.P. aux agents de la Commune de Rougemont-le-Château.

Vu les crédits inscrits au budget,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) à la filière technique

Le Maire propose à l'assemblée délibérante d'étendre le RIFSEEP, déjà appliqué pour la filière administrative à l'ensemble de la filière technique à compter du 1^{er} décembre 2017.

Il rappelle que ce nouveau régime indemnitaire tient compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) Il est mis en place pour la fonction publique de l'Etat et, est transposable à la fonction publique territoriale. Il se compose :

Il se compose :

1. D'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) assise sur :
 - a. D'une part, le poste occupé, les fonctions occupées (critère objectif) ;
 - b. D'autre part, l'expérience professionnelle (critère subjectif)

Cette partition dans l'IFSE permet de prendre en compte la différence entre deux agents sur le même emploi.

2. d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- prendre en compte la place dans l'organigramme eu égard aux fonctions et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- susciter l'engagement des collaborateurs ;

- prendre en compte les critères d'évaluation des agents conformément aux critères de la fiche d'entretien professionnel : responsabilité, relationnel, autonomie, technicité, connaissances acquises, sens du service public, assiduité.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir versées antérieurement (circulaire du 5 décembre 2014) : l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS), la Prime de Fonctions et de Résultats (PFR), la prime de rendement, l'indemnité de fonctions et de résultats, la prime de fonctions informatiques, l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT), l'Indemnité d'Exercice de Missions des Préfectures (IEMP), la première part de l'indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires (article 4 décret n° 2002-1247 du 4 octobre 2002).

Sont explicitement maintenues les primes et indemnités mentionnées dans la circulaire du 5 décembre 2014 et l'arrêté du 27 août 2015 :

- indemnités afférentes aux sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail : heures supplémentaires, astreintes ;
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat : indemnités compensatrice ou différentielle, GIPA etc... ;
- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées : frais de déplacement ;
- les dispositifs d'intéressement collectif ;
- la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction ;
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection (IFCE) ;
- les avantages collectivement acquis prévus par l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

I. Bénéficiaires

Le RIFSEEP est attribué aux membres des cadres d'emplois mentionnés dans les tableaux ci-dessous, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public exerçant des fonctions comparables.

MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

II. Montants de référence

Pour l'Etat, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

III. Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

L'IFSE est une indemnité liée au poste : chaque emploi est réparti dans un groupe de fonctions; et donc, chaque cadre d'emplois est également réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés (les postes ont été « cotés » pour une hiérarchisation objective (*établir un organigramme où apparaissent les groupes de façon « transfilières » sur la base des critères professionnels*)).

Monsieur le Maire propose de répartir les emplois au sein de différents groupes de fonctions sur la base des critères suivants :

- ENCADREMENT, coordination, pilotage et conception
relativement à : la responsabilité, relationnel, autonomie
- TECHNICITE, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
sous-critère relatif à l'expérience professionnelle : les connaissances acquises (maintien et transmission des connaissances)
- SUJETIONS PARTICULIERES et degré d'exposition de certains types de poste au regard de son environnement professionnel.

Monsieur le Maire propose de fixer le nombre de groupes de fonctions par cadres d'emplois et de retenir les montants maximum annuels au sein de chacun de ces groupes (*selon la collectivité*).

CADRE D'EMPLOI DES TECHNICIENS TERRITORIAUX

GROUPE	Emplois ou fonctions exercés	Montant annuel maximum de l'IFSE
G1	Responsable de service, fonctions techniques complexes	11 880 €
G2	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage	11 090 €
G3	Gestionnaire technique	10 300 €

CADRE D'EMPLOI DES AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX

GROUPE	Emplois ou fonctions exercés	Montant annuel maximum de l'IFSE
G1	Responsable de service, fonctions techniques complexes	11 340 €
G2	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage	10 800 €

CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX

GROUPE	Emplois ou fonctions exercés	Montant annuel maximum de l'IFSE
G1	Responsable de service, fonctions techniques complexes	11 340 €
G2	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage	10 800 €

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur

un emploi à temps non complet.

Ces montants évolueront au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

IV. Modulations individuelles

A. L'IFSE comporte une part fixe, fonctionnelle relative aux fonctions occupées

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, ou, le niveau d'expertise, ou, les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois (suite à promotion, avancement de grade ou concours réussi) ;
- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

B. L'IFSE comporte une part variable relative à l'importance et la qualité de l'expérience professionnelle (prise en compte de l'expérience professionnelle des agents avec un critère réglementaire défini dans la collectivité)

Monsieur le Maire propose que l'expérience professionnelle soit prise en compte au regard des critères suivants :

- parcours professionnel : nombre de postes occupés dans la collectivité (agent capable de mobilité interne), nombre d'années sur le poste,
- obtention d'un diplôme (en totalité ou partiellement exemple : VAE),
- développement de nouvelles compétences : volonté de les confirmer ou les travailler dans les rencontres de travail hors collectivité, tutorat, diffusion du savoir à autrui ...
- nombre de stages réalisés, formations entreprises, apports de celles-ci

C. Modalités de versement, de maintien ou de suppression de l'IFSE

L'IFSE sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Monsieur le Maire précise :

→ conformément à l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 : le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires antérieurs liés aux fonctions exercées, au grade détenu, et/ou aux résultats, et, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'IFSE.

→ conformément à l'article 88 de la loi n° 84-53, les agents qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire, dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, conserveraient le bénéfice, à titre individuel, du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient, en application des dispositions réglementaires antérieures.

→ les montants maxi (plafonds) de l'IFSE et du CIA, et leurs revalorisations évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Monsieur le Maire propose que les primes et indemnités, de quelque nature qu'elles soient cessent d'être versées en l'absence de service fait.

Monsieur le Maire propose en cas de :

- congé maladie (y compris accident de service) : le régime indemnitaire suivra le sort du traitement,
- pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité et accueil de l'enfant pour adoption, cette indemnité sera intégralement maintenue

Le Maire est le seul habilité à rétablir le régime indemnitaire de l'agent concerné par cette décision.

MISE EN PLACE DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE (CIA)

V. Part variable, facultative, liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (critères d'évaluation de l'entretien professionnel)

Un CIA pourra être versé aux agents, en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciée lors de l'entretien professionnel, en tenant compte des critères suivants :

- investissement personnel,
- sens du service public,
- capacité à travailler en équipe,
- contribution au travail collectif ...

Le CIA sera versé en corrélation avec les groupes de fonctions retenus pour le versement de l'IFSE

CADRE D'EMPLOI DES TECHNICIENS TERRITORIAUX

GROUPES DE FONCTIONS	Montants annuels maximum du CIA
G1	1 620 €
G2	1 510 €
G3	1 400 €

TERRITORIAUX

CADRE D'EMPLOI DES AGENTS DE MAITRISE

GROUPES DE FONCTIONS	Montants annuels maximum du CIA
G1	1 260 €
G2	1 200 €

TERRITORIAUX

CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS TECHNIQUES

GROUPE DE FONCTIONS	Montants annuels maximum du CIA
G1	1 260 €
G2	1 200€

Le CIA sera versé annuellement. Il n'est pas reconductible automatiquement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (12 voix pour – 1 abstention), DÉCIDE :

- D'INSTAURER une prime de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel pour la filière technique, versée selon les modalités définies ci-dessus à compter du **1^{er} décembre 2017**.
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à fixer par arrêtés individuels le montant perçu par chaque agent au titre de chaque part de la prime : IFSE et CIA, dans le respect des principes définis ci-dessus.
- DE PRÉVOIR et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de cette prime.

DÉLIBÉRATION N° 11/18 : SUBVENTIONS COLLÈGE MICHEL COLUCCI - ANNÉE 2018

Monsieur le Maire présente des demandes de subvention effectuées par le collège Michel Colucci dans le cadre d'un voyage scolaire en Angleterre d'une part et d'un voyage en Grèce d'autre part.

Il propose un financement à hauteur de 30 € par élève rougemontois.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'attribuer au Collège Michel Colucci, les subventions suivantes :

- 270 € pour le voyage en Angleterre ;
- 90 € pour le voyage en Grèce ;
- Demande que la subvention allouée soit affectée aux élèves rougemontois.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures 30.

Le Maire,

Didier VALLVERDU